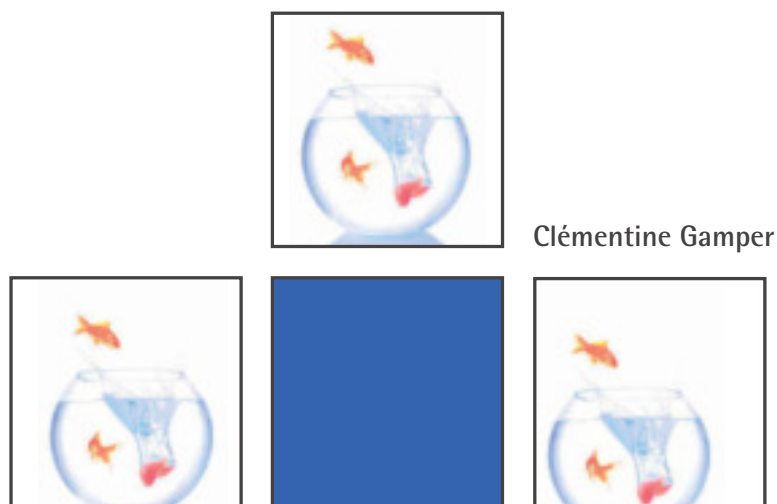


Les frontières de la mobilité



Selon les Nations Unies, la mobilité « stimule le développement humain ». Employée par tous et toutes tout le temps, la mobilité est aujourd’hui un terme mélioratif synonyme de dynamisme, agilité, souplesse, fluidité. Érigée au rang de devise par la SNCF il y a quelques années avec cette fameuse publicité « Liberté, égalité, mobilité », elle est reprise aujourd’hui comme slogan par différentes associations, entreprises privées ou encore programmes d’aide de collectivités locales de tous bords politiques. La mobilité est un concept positif revêtant bien des formes pouvant concerner des flux de capitaux, de personnes de marchandises sur lesquelles il est par là même bien complexe de porter un regard critique.

De quelle mobilité parlons-nous ?

Car, pour critiquer il faut pouvoir définir, cerner, délimiter des contours. Anthony Pouliquen l’exprimait ainsi dans l’une de ses conférences gesticulées : « À partir du moment où nous appelons « faire du sport » des activités aussi variées que sortir son chien, courir pour attraper le bus, pratiquer le rugby au sein du Quinze de France, regarder un match de football à la télévision ou même avoir une relation sexuelle, il devient impossible de définir le sport. Et s’il est impossible de définir, il devient impossible de critiquer, essayez d’aller dans la rue et de dire aux gens que vous êtes contre le sport, vous passerez pour un illuminé ».



Selon le dictionnaire Larousse, la mobilité est : « la propriété, le caractère de ce qui est susceptible de mouvement, de ce qui peut se mouvoir ou être mû, changer de place, de fonction ». Lorsque nous parlons de mobilité, parlons-nous de mobilité bancaire, de mobilité professionnelle, sociale ? Et à quelle échelle ? Territoriale, nationale, internationale ? Quand bien même en tant que mouvement d'Éducation populaire nous nous concentrerions sur l'humain, ce même mot suffit-il à exprimer des réalités aussi différentes que celles d'un.e « expat », d'un.e réfugié.e politique, d'une personne ayant déménagé pour trouver un emploi ou encore d'une famille partant en vacances au bord de la mer ?

La mobilité subie et la mobilité empêchée

À l'heure où les occidentaux.ales sont sommés d'être mobiles par des mesures incitatives (aides à la mobilité de Pôle emploi, dispositifs régionaux ou départementaux de réductions tarifaires des transports en commun, programmes internationaux tels qu'Erasmus +) ou coercitives (radiation possible de Pôle emploi dans le cadre d'un PPAE), l'injonction semble inverse sur bien d'autres territoires pour ces personnes « ni invitées, ni attendues, ni désirées ». Le nombre de populations fuyant les guerres et les persécutions a triplé entre 2004 et 2014 avec plus de quatorze conflits armés sur la planète ces cinq dernières années. Le nombre de murs de séparations construits ou planifiés ne fait qu'augmenter de onze en 1989, il est passé à soixante-cinq, soit au total 40 000 km de long : la circonférence de la Terre.

Mais ces situations qui pourraient paraître diamétralement opposées ne sont que les deux versants d'une même pièce, d'une vision libérale qui ne laisse que peu de place à l'humain. Syndromes de nos sociétés où la mobilité n'est pas synonyme de capacité mais d'injonction structurelle dans un monde qui se mue sans que l'on nous laisse en modifier sa structure, ses blocages, ses barrières et ses oppressions. Dans les pays dit « riches », cette mobilité devient une accumulation d'expériences, de photos de voyage, de passages dans les territoires « j'ai déjà fait » « j'ai déjà vu » « j'ai déjà été », symbolisée par un planisphère dans les toilettes sur lequel nous accrochons des punaises sur les pays dans lesquels nous nous sommes déjà déplacé.e.s. Cette mobilité n'est pas créatrice de sens pour la personne, ni de liens entre cette personne et la société dont elle fait partie. Elle n'augmente pas la capacité de changements, ne permet pas un pouvoir concret sur la transformation de nos rapports sociaux. Cette mobilité ne permet pas à la personne de se construire une histoire, de travailler ses identités, de s'ancrer dans un territoire. L'injonction est à bouger, à être mobile ou mobilisé.e et ainsi à être remplacé.e et remplaçable, soit à accepter d'être désocialisé.e. Cependant une mobilité permanente sans objectif et sans sens a une définition : l'errance.

Quel rôle pour un mouvement d'Éducation populaire ?

Éducation critique, éducation au politique. En tant que mouvement d'Éducation populaire nous avons à accompagner les personnes sur ces questions aussi, accompagner à comprendre, à analyser, à porter un regard critique. Les mobilités que nous accompagnons doivent

Ayssar, une histoire de réfugié

Il y a quelque chose qui intrigue lorsque l'on rencontre un.e volontaire de l'association Laylac (camp de réfugié.es de Deishe) : la personne vous donne son prénom et le nom de « son village d'origine », avant qu'elle soit chassée en 1948. Comme souvent la personne semble avoir 16 ans, 18 au plus, vous vous demandez si votre anglais ne vous joue pas des tours. Cependant la scène se répète encore et encore jusqu'à ce que vous demandiez une explication.

Elle est simple : l'association se bat pour faire appliquer la résolution 194 de l'ONU : le droit au retour des réfugié.es. Alors les volontaires ici en font leur revendication. Et si le retour est un droit le camp de réfugié.es ne peut être qu'un espace d'habitation temporaire et non leur village.

Laylac travaille autour du droit au retour mais aussi du cheminement du/de la réfugié.e, Ayssar, volontaire de Laylac l'exprime ainsi :

« C'est important d'arriver où l'on veut aller. Si tu vas marcher, c'est important de savoir où tu veux arriver. Mais le voyage en lui-même est aussi intéressant et important. Parce que durant le voyage vous allez parler avec des gens, découvrir des lieux peut être que vous allez être triste, que vous allez rire, ce voyage est important.

C'est comme la vie de réfugié.es. Le retour est important pour nous. Mais ce qui est aussi important est le voyage que nous avons fait pendant soixante-six ans dans le camp. Il y a des souvenirs, des cultures, des idées sociales. Il y a des habitudes, des traditions. Il y a beaucoup de choses qui ont été créées dans ce camp. Cela ne veut pas dire que je n'ai pas le droit au retour mais c'est important de s'intéresser à ça, de s'intéresser à cette vie parce que c'est aussi nos vies. Tu as deux vies, la première que tu as perdue et la seconde que tu as créée. »

Alors nous avons tenté de nous inspirer du travail de cette association pour nourrir nos pratiques. Nous avons ainsi travaillé l'histoire des migrations au sein du groupe action recherche international, dans les actions internationales, nous avons inclus dans nos projets des préparations au départ le travail autour des « petites histoires », celles des être humains, de leurs mouvements et migration et les interactions avec la « grande histoire », l'officielle celle de nos livres d'école.

Notre vision de l'Éducation populaire travaille à produire de l'engagement visant la transformation sociale et nous sommes persuadé.es que celui-ci se produit et s'élabore avec les personnes et leurs histoires. Si « l'engagement » est un critère difficilement mesurable, nous pouvons néanmoins trouver quelques indicateurs glanés au cours de nos projets, une « mesure d'impact » qui ne rentre souvent pas dans les cases des bilans de subventions : des associations de jeunes en solidarité avec le peuple palestinien qui fleurissent sur les quartiers impliqués dans des projets, deux jeunes filles qui m'annoncent après un retour de Palestine leur nouvel engagement dans une association pour le droit des femmes, ou encore ce jeune choisissant d'arrêter son travail dans une banque pour selon ses mots trouver un métier « plus éthique ». ■



permettre aux personnes d'appréhender les enjeux géopolitiques, sociaux, économiques des territoires sur lesquels nous nous rendons. Loin du « volontourisme » permettant de « partir jouer à l'animateur ou à l'instituteur deux semaines », l'enjeu étant de mettre en pratique cette proposition que nous avait faite Mickael Warchawsky lors d'un échange de jeunes que nous accompagnions en Palestine « Ici ouvrez grand vos yeux et vos oreilles. Et quand vous serez rentrés chez vous, ouvrez grand votre gueule ».

La mobilité choisie, dans une perspective émancipatrice

La mobilité choisie peut être un puissant levier d'ouverture aux autres si elle est bien accompagnée. Néanmoins les freins à la mobilité choisie sont nombreux. Pour n'en citer qu'un, les jeunes ayant un parent cadre ont deux fois plus de chance de vivre une mobilité internationale que les jeunes ayant des parents ouvrier.es. Nous devons ainsi mener un plaidoyer pour ce « droit » à la mobilité, une mobilité choisie et accompagnée, travailler le développement de la mobilité (se penser capable de vivre une mobilité), l'enjeu étant moins d'accompagner le mouvement physique que ce qui l'entoure, ce « pas de côté », ce déplacement dans la manière de voir les choses. C'est ainsi que nous pourrions développer nos capacités individuelles et collectives, travailler ensemble notre puissance d'agir et celles des publics que nous accompagnons.

Construire ensemble une société ouverte

La mobilité n'est ni une finalité, ni un objectif et encore moins une devise à élever au même rang que la liberté ou l'égalité. En revanche et à certaines conditions parmi lesquelles figure en tête la notion de choix, elle peut être un moyen, un outil de découverte, de formation, d'ouverture aux autres. Si et seulement si nous l'inscrivons dans une démarche d'Éducation populaire avec ses perspectives d'émancipation et de transformation sociale. Si nous travaillons les modalités de son accompagnement de la projection de la mobilité jusqu'au retour, cette mobilité luttera contre l'égarement perpétuel, contre l'errance. Si notre objectif est de se déplacer pour ensuite mieux vivre les territoires que nous avons choisi d'habiter, pour y grandir et y ancrer nos projets, pour y développer collectivement notre puissance d'agir. Car mieux habiter, c'est se sentir chez nous, c'est se réapproprier nos territoires. ■